

YONNE mémoire

/ Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /

numéro

39

/ mai 2018 / 4€ / ISSN1620-1299 /

Sommaire

SPORT CYCLISTE SOUS L'OCCUPATION

28 juin 1942, le journal *Le Bourguignon*
organise son Grand Prix cycliste !
par THIERRY ROBLIN • 2

MÉMOIRE

Les « villages-martyrs » de l'Yonne
par CLAUDE DELASSELLE • 6

CÉLÉBRATION

L'ARORY a 30 ans
par THIERRY ROBLIN • 15

ANNIVERSAIRE



ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : T. Roblin / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin / Graphisme et
réalisation : F. Joffre / Arory, 2018 / Photos : Musée de la résistance en ligne, Arory. /

Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Couverture : documents Arory /
Chevillon Imprimeur, Sens / Dépôt légal à parution.

28 juin 1942, le journal *Le Bourguignon* organise son Grand Prix cycliste !

- THIERRY ROBLIN -

Juin 1942 : alors que l'Yonne vit à « l'heure allemande » depuis deux ans, le journal *Le Bourguignon*, principal quotidien du département, décide d'organiser une course cycliste ouverte aux meilleurs amateurs français de la zone occupée. L'organisation d'une épreuve sportive de ce type peut paraître incongrue, tant les contraintes de l'Occupation pèsent chaque semaine d'un poids plus lourd. Pourtant dans l'Yonne, comme dans toute la zone occupée, on continue d'organiser des événements sportifs et d'applaudir les performances des cyclistes !



De gauche à droite : Jean Lematte, Jean Tissier coureurs du Stade Sénonais, Roland Souday (en costume), Guercio et Mendoza du Stade Auxerrois. Photo prise probablement à Auxerre en 1946. Roland Souday propriétaire d'un magasin de cycles à Auxerre, est un partenaire très précieux pour les cyclistes icaunais pendant l'Occupation. Militant communiste, il s'engage fin 1942 dans la Résistance communiste [Arch. privées Nadine Maisonnaux, fille de J. Tissier].

1942 : un contexte favorable pour le sport et le cyclisme en particulier

Le gouvernement de Vichy encourage les pratiques et les compétitions sportives en créant, en juillet 1940, le Commissariat Général à l'Éducation Générale et Sportive¹. Vichy, comme tout régime autoritaire, utilise le sport à des fins de propagande pour diffuser et intégrer les valeurs de la « Révolution Nationale » comme la discipline, l'ordre et le goût de l'effort. Les manifestations sportives (comme les spectacles culturels d'ailleurs) sont aussi encouragées par Vichy car elles permettent d'organiser des quêtes en faveur des prisonniers de guerre. Il s'agit là d'un autre aspect de la propagande de Vichy, qui justifie sa collaboration avec

le Reich par la volonté d'améliorer le sort des presque deux millions de prisonniers de guerre, avant d'essayer d'obtenir leur retour dans leurs foyers.

De leur côté, les Allemands ne sont pas hostiles aux manifestations sportives tant qu'elles ne troublent pas l'ordre établi. En agissant ainsi, les forces militaires allemandes espèrent ainsi renvoyer l'image d'une occupation bienveillante et finalement supportable².

Dans l'Yonne, département situé dans la zone occupée, la compétition cycliste, qui avait été suspendue à la suite de la Déclaration de guerre du 3 septembre 1939, reprend progressivement en 1941 avec 18 courses organisées. Toutefois la relance du cyclisme dans l'Yonne n'est vraiment

effective qu'en 1942 puisque 30 courses sont inscrites au calendrier, soit pratiquement le nombre d'épreuves organisées avant la guerre. Le Grand Prix du *Bourguignon* du 28 juin 1942 s'annonce donc comme l'épreuve phare d'un sport désormais administré par la FFC (Fédération française de cyclisme), créée fin 1941 en remplacement de l'historique UVF (Union vélocipédique de France).

Le Grand Prix du *Bourguignon* attire les meilleurs amateurs français

Sous l'Occupation, les manifestations sportives (tout comme les spectacles culturels, cinéma, théâtre, conférences, etc.) sont très populaires car elles permettent à la population d'oublier les rigueurs de l'Occupation. Le vélo doit aussi sa popularité au fait qu'il est devenu le moyen de locomotion le plus utilisé en raison des pénuries de carburant et des restrictions apportées aux déplacements motorisés. On compte plus de 10 millions de vélos en France en 1942 ! Sa popularité se mesure aussi bien dans les pages sportives des quotidiens que dans les rubriques des faits divers qui signalent... les nombreux vols de vélos !

Conscient de la popularité de ce sport, *Le Bourguignon*, premier quotidien du département³, décide d'investir dans l'organisation d'une manifestation sportive susceptible d'intéresser un nombreux public, afin d'augmenter le nombre de ses lecteurs et de ses abonnés qui sont les principales sources de revenu pour les journaux à l'époque.

Afin de susciter l'intérêt du public, dès la mi-mai, soit plus d'un mois avant la date de l'épreuve, *Le Bourguignon* consacre de nombreux articles évoquant l'organisation de son Grand Prix cycliste. Dans la semaine qui précède la course, les articles sont encore plus conséquents, ils repré-

Sous l'Occupation, les manifestations sportives (tout comme les spectacles culturels, cinéma, théâtre, conférences, etc.) sont très populaires car elles permettent à la population d'oublier les rigueurs de l'Occupation.

sentent le quart, voire la moitié d'une page d'un journal qui, à l'époque, n'en comptait que deux à cause de la pénurie de papier.

Afin d'attirer de nombreux coureurs amateurs, les organisateurs proposent également plus de 7 000 francs de primes, soit près du double des prix proposés lors du Prix de *La Tribune de l'Yonne*, une course nationale organisée depuis 1937 par le journal sénonais que dirige Camille Lancelin, également président de la FFC pour l'Yonne.

7 000 francs, c'est aussi sept fois plus que la moyenne des gains proposés lors des épreuves régionales ! Cette somme représente aussi plus de sept fois le salaire minimum vital de 900 francs décrété par la Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941 par Vichy. Les courses cyclistes organisées sous l'Occupation permettent donc aux meilleurs amateurs d'améliorer sensiblement l'ordinaire⁴ Le Grand Prix du *Bourguignon* obtient également le label Cyclo-Sport, ce qui lui permet d'attirer les meilleurs amateurs français qui disputent ce challenge national très relevé. Ainsi, le 25 juin, les organisateurs se félicitent de compter 108 engagés pour le Grand Prix.

Parmi les inscrits, on recense un grand nombre de coureurs licenciés dans les plus grands clubs amateurs parisiens. La majorité d'entre eux sont encore des juniors mais, classés hors-catégories, ils sont aux portes du professionnalisme. Citons par exemple Kléber Piot, du Club Sportif International et leader en 1942 du trophée Cyclo-Sport. André Dupuis, du Vélo-Club Levallois, second au trophée Cyclo-Sport, joue également la « gagne », tout comme les juniors Pierre Jodet du Gros Caillou Sportif, José Alvarez de l'Association Club Boulogne-Billancourt et Quentin de l'Avia-Club... Sont aussi engagés des coureurs de la Pédale Nancéenne, du Vélo Club de l'Aube, ainsi qu'une vingtaine de coureurs de l'Yonne qui ont décidé de s'aligner au départ de ce Grand Prix annoncé comme un succès sportif⁵. Aussi, même si *Le Bourguignon* titre dans son édition du 25 juin que « les chances de nos coureurs ne sont pas minces !... »⁶, les spécialistes savent que la victoire ne peut échapper aux « cadors » parisiens !

Sens-Auxerre-Sens en deux étapes mais... en une journée !

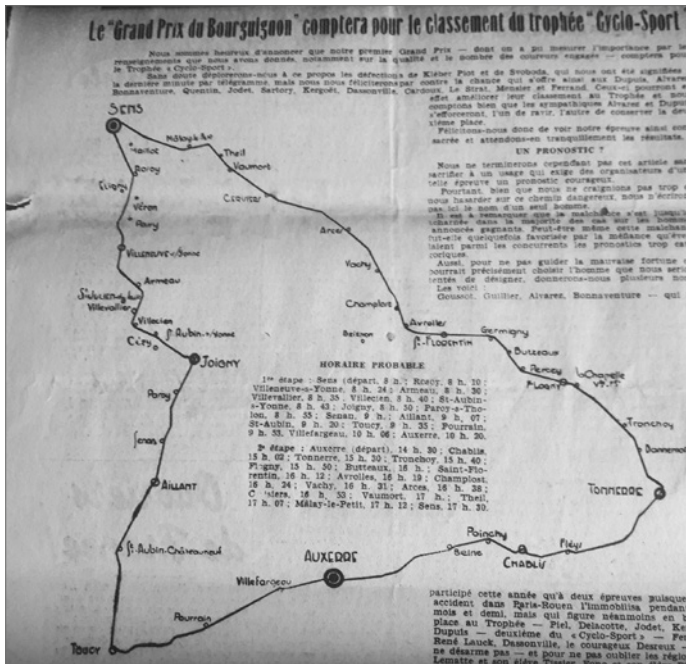
Le Grand Prix du *Bourguignon* se divise en deux étapes, une de 87 km et une autre de 110 km. On peut s'étonner que le départ et l'arrivée soient fixés à Sens alors que le siège du journal organisateur est localisé à Auxerre. En fait, Sens, situé sur la ligne ferroviaire du Paris-Lyon-Méditerranée, est plus accessible pour les coureurs des équipes parisiennes qui effectuent le déplacement par le train⁷.



Annnonce du Grand Prix parue dans l'édition du 19 juin 1942 (Arch. dép. Yonne PER 1013/44). Pour médiatiser son épreuve, *Le Bourguignon* annonce la participation des plus grands espoirs cyclistes en particulier Kléber Piot, considéré comme le meilleur amateur français de la zone occupée en 1942.

SPORT CYCLISTE SOUS L'OCCUPATION

La première étape, Sens-Auxerre, emprunte la vallée de l'Yonne jusqu'à Joigny puis ensuite bifurque vers l'Aillantais, la Puisaye et l'Auxerrois. Alfred Prieur, garagiste sénonais, grand amateur de sport, transforme son garage en vestiaire afin d'accueillir des coureurs⁸. Le départ est donné route de Lyon à 8 h 15 par Lazare Bertrand, maire de Sens.



Tracé de la course cycliste paru dans l'édition du 26 juin 1942. Divisé en deux étapes de 87 km et 110 km, le GP du Bourguignon est en fait un aller-retour Sens-Auxerre (Arch. dép. Yonne PER 1013/44).

L'imposant peloton de 92 coureurs (16 inscrits, dont le favori Kléber Piot, n'ont pas pris le départ) s'élance, suivi par les véhicules des commissaires de course, des directeurs sportifs et de la presse, dont les envoyés du Bourguignon. Le nombreux public ne manque rien des faits de course grâce aux commentaires diffusés par les hauts parleurs installés sur la ligne de départ et d'arrivée!⁹

La première étape démarre sur « les chapeaux de roues ». Toutefois le coureur sénonais Jean Lematte joue de malchance en crevant dès le premier kilomètre ! Il inaugure ainsi une succession de crevaisons, qui s'expliquent par la qualité médiocre des boyaux usés jusqu'à la corde. Les crevaisons étaient si fréquentes que les coureurs les surnommaient les boyaux « péteurs » !

Le peloton reste groupé jusqu'à Toucy puis, dans la côte dite « du Corbeau » qui mène à Pourrain, grimpée selon les termes du Bourguignon « à une allure à laquelle les coureurs de l'Yonne ne sont pas habitués », deux coureurs s'échappent, Alvarez de l'ACBB et Roux de l'Avia-Club. Ces derniers filent « à toutes pédales » vers Auxerre où l'arrivée est jugée devant le Grand Casino et entre « deux haies compactes de plusieurs milliers de spectateurs ». Alvarez l'emporte en 2 heures et 10 minutes devant le peloton qui suit à quelques mètres. Les coureurs ont roulé à plus de 40 km/h ! Cette moyenne est importante au regard des conditions de l'époque que sont le mauvais état des routes, la pénurie

du matériel et le poids important des vélos (plus de 12 kilos). De plus, les coureurs ne disposaient que d'un braquet unique, souvent un 50/14, car le gouvernement de Vichy avait interdit en 1942 l'utilisation du dérailleur pour les amateurs !¹⁰ Cela dit, le kilométrage était assez réduit pour des coureurs habitués à des distances plus importantes. Ainsi, Alvarez, le vainqueur de l'étape, venait de remporter la semaine précédente Paris-Le Mans, une course de plus de 200 kilomètres, à la moyenne de 39 km/h...

Après une pause de quatre heures dans les salles du cinéma Le Grand Casino, les coureurs, « retapés et fin prêts » repartent pour la deuxième étape qui doit les ramener à Sens. Toutefois le parcours est très exigeant, avec les montées du Chablisien, du Tonnerrois et du pays d'Othe. Le départ est donné à 14 h 40, pont Paul Bert à Auxerre, devant l'hôtel Morin. Une foule toujours aussi enthousiaste et nombreuse encourage les 87 coureurs, 5 coureurs ayant abandonné le matin. Sans surprise, la sélection s'opère dès la première difficulté que constitue l'exigeante côte de Fleys, après Chablis. Selon Le Bourguignon, « les Parisiens poussent à fond, écœurent les régionaux dont certains donnent des signes de faiblesse et abandonnent. » À Saint-Florentin, Lematte, certainement frustré de sa crevaison du matin, tente un baroud d'honneur en s'échappant avec quatre coureurs, dont les deux favoris, Jodet et Alvarez. Les échappés se disputent la victoire place des Héros à Sens. Jodet se montre le plus « costaud » en remportant le sprint et l'étape, en 3 heures et 8 minutes. La moyenne horaire, « seulement » 35 km/h, est révélatrice des difficultés de cette deuxième étape, tout comme le nombre important d'abandons (45).

En remportant cette deuxième étape, Pierre Jodet s'adjuge le classement final devant José Alvarez de l'ACBB et Quentin du GCS. Après cette victoire, Jodet remonte à la 4^e place du classement du trophée Cyclo-Sport et Alvarez prend la 2^e place. Toutefois, Kléber Piot du CSI conserve sa place de leader¹¹.

Une course passionnante qui a attiré la grande foule sportive

Dans son édition du 30 juin 1942, Le Bourguignon consacre près d'une page aux résultats de la course ! Si la victoire annoncée des coureurs parisiens n'est pas une surprise, le quotidien se félicite de la bonne tenue des coureurs de l'Yonne, Marius Léthumier du Stade Sénonais et Maurice Reinhardt de l'AS Migennes se classant dixièmes ex-quo.

Le Bourguignon n'oublie pas non plus de remercier les nombreux soutiens et partenaires qui lui ont permis d'organiser sa course, tout en se félicitant du succès populaire et sportif « qui a rassemblé un nombreux public venu applaudir les vedettes et leurs adversaires. Partout le même enthousiasme, partout le même entrain ! »

Quelques mois plus tard, dans son édition du 22 février 1943, le quotidien évoque de nouveau certains des coureurs qui avaient participé à son Grand Prix du 28 juin 1942, non dans les pages sportives mais dans celles des faits divers... non sans humour ! « Les champions cyclistes Alvarez, Piot et Delacotte profitaient de leurs sorties d'entraînement pour



Coueurs icaunais ayant participé au Grand Prix du *Bourguignon*. De gauche à droite : Abel Legendre, Jean Tissier, Jean Lematte avec le bouquet, Roger Simmonet et Marius Léthumier, tous sociétaires du Stade Sénonais. Cette photographie pourrait avoir été prise en 1943 à l'occasion du championnat de l'Yonne des Sociétés en 1943 remportée par le Stade Sénonais (Arch. privées Nadine Maisonniaux).

se ravitailler à la foire...d'empoigne ! »¹². Installés depuis une semaine dans la région d'Angers afin de reconnaître le parcours du championnat de France amateur (zone occupée) organisé en août 1942, les trois coureurs parisiens en avaient profité pour « visiter » des fermes dans le but d'organiser un service de ravitaillement auprès des coureurs ! Cet épisode est révélateur de la solidarité qui existait dans le peloton. Elle a permis aux coureurs de surmonter les difficultés du ravitaillement. Alvarez, Piot et Delacotte ont été arrêtés. Jugés, ils sont condamnés par le Tribunal correctionnel d'Angers à deux mois de prison. Toutefois les coureurs ont pu bénéficier d'un sursis car ils n'ont pas fait commerce de leur ravitaillement. Peut-être aussi que le juge s'est montré compréhensif, au regard des besoins alimentaires de jeunes sportifs, surtout à la veille d'un championnat de France !

Epilogue

Fort de ce succès sportif et populaire, *Le Bourguignon* organise deux autres Grands Prix, le 14 juin 1943 et le 4 juin 1944. Cependant, ces deux courses n'ont pas le même rayonnement que l'édition de 1942. Les éditions de 1943 et 1944 se déroulent en une seule étape et le niveau sportif des coureurs est à la baisse, tout comme leur nombre : 43 participants en 1943 et seulement 36 en 1944. Après le Débarquement du 6 juin 1944 et avec les bombardements alliés qui se multiplient, le Comité FFC de l'Yonne décide de suspendre toutes les épreuves cyclistes prévues au calendrier. Le Grand Prix du 4 juin 1944 est donc la dernière épreuve cycliste organisée dans l'Yonne sous l'Occupation¹³. Après la guerre, *L'Yonne Républicaine* organise à son tour une grande course cycliste qui rend hommage aux prisonniers de guerre, résistants et déportés, il s'agit du Grand Prix de *L'Yonne Républicaine*, les 9 et 10 juin 1946.

De 1940 à 1944, les manifestations sportives et culturelles et les courses cyclistes, le Grand Prix du *Bourguignon* en est un exemple, ont pu contribuer à faire oublier les rigueurs de l'Occupation. Toutefois, le cyclisme n'a pas échappé aux

réalités de l'Occupation et aux mesures discriminatoires. Ainsi, le 8 juillet 1942, une ordonnance allemande interdit aux juifs de posséder un vélo. De même, c'est dans un haut lieu du cyclisme parisien, le Vel d'Hiv, que sont internées, le 16 juillet 1942, les 12 000 personnes arrêtées lors de la plus importante rafle de France concernant la population juive. Nous espérons vous proposer prochainement une étude détaillée des courses cyclistes dans le département de l'Yonne sous l'Occupation. •

Notes :

1. Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, le CGEGS est dirigé par l'ex-champion de tennis Jean Borotra puis, à partir d'avril 1942, par Joseph Pascot, ancien international de rugby.
2. Début 1942, les Allemands sollicitent Jacques Godet, directeur du journal *l'Auto*, afin de réorganiser le Tour de France mais ce dernier refuse. Finalement, Jean Leulliot, responsable des sports au sein du journal collaborationniste *La France Socialiste*, accepte de relever le défi en proposant, du 28 septembre au 4 octobre 1942, un « ersatz » de Tour de France appelé Circuit de France, divisé en 6 étapes dont la dernière, Dijon-Paris, traverse le nord-est du département de l'Yonne. À lire sur ce sujet les ouvrages de Jean Bobet, *Le vélo à l'heure allemande*, Éd. La Table Ronde, 2007 et Jacques Seray, *La presse et le sport sous l'Occupation*, Le Pas d'Oiseau, 2011.
3. À l'origine journal radical socialiste, *Le Bourguignon* accepte, en août 1940, de réparaître sous l'Occupation. Il est donc soumis au contrôle de la censure allemande, la *Propaganda Staffel*. En 1942, son tirage est estimé à 45 000 exemplaires.
4. Tout en voulant contrôler le sport professionnel, le gouvernement de Vichy a tenté, à partir de 1942, de moraliser le sport amateur en incitant notamment les organisateurs à supprimer les primes en argent. Comme nous pouvons le constater, ces recommandations n'ont pas toujours été suivies...
5. Dans l'Yonne, seul Jean Lematte est classé hors-catégorie. Né en 1909, aspirant professionnel au début des années 1930, Lematte, licencié au Stade Sénonais, est le leader des coureurs de l'Yonne. Coureur chevronné, il comptabilise 79 victoires avant le GP du *Bourguignon* de 1942 (il en comptera 100 à la fin de sa carrière). Les autres coureurs de l'Yonne sont soit en première catégorie (niveau régional), soit en deuxième et troisième catégories (niveau départemental).
6. Toutes les citations sont extraites des éditions du journal *Le Bourguignon*, paru entre mai et juillet 1942. Arch. dép. Yonne PER 1013/46.
7. Pour faciliter les déplacements des coureurs, la majorité des courses dans l'Yonne, de 1941 à 1944, se localisent à proximité des principales gares de la ligne du PLM, l'heure du départ des courses étant également fixée en fonction des horaires des trains.
8. Le 18 mai 1941, Alfred Prieur, alors âgé de 38 ans, participe à un contre-la-montre de 50 km entre Villeneuve-sur-Yonne et Migennes. Dans son édition du 22 mai 1941, *Le Bourguignon* salue « la belle tenue du vétéran sénonais qui a tenu la dragée haute aux jeunes... » (Arch. dép. Yonne PER 1013/44). Alfred Prieur était également engagé dans la Résistance. Membre actif, entre autres, du BOA (Bureau des opérations aériennes) pour lequel il recherche des terrains pour les parachutages, il est malheureusement dénoncé puis arrêté le 13 octobre 1943. Déporté à Buchenwald en janvier 1944, il est transféré à Dora. Il revient très affaibli de déportation en mai 1945 [consulter la biographie d'Alfred Prieur dans le CDrom *La Résistance dans l'Yonne*, AERI-ARORY, 2004].
9. La majorité des courses organisées dans l'Yonne entre 1941 et 1942 ont pu bénéficier de moyens techniques importants, vu les conditions de l'époque. À partir de 1943, les pénuries d'essence augmentant, l'occupant allemand limite le nombre de véhicules sur les épreuves ; de ce fait, les journalistes du *Bourguignon* ne peuvent plus vivre la course au cœur du peloton.
10. Témoignage de Julien Léthumier, recueilli le 22/11/2017. Né en 1924, Julien Léthumier, alors sociétaire du Stade Sénonais, est sacré champion de l'Yonne cadet en 1942 puis, l'année suivante, il se classe troisième aux départementaux. Pour ce podium, Julien gagne... une tablette de chocolat qu'il partage avec ses camarades de course !
11. Si Kléber Piot, né en 1920, passe professionnel en 1943, Jodet, né en 1921 et qui se serait engagé au sein des FFI en août 1944, choisit de passer professionnel après la Guerre.
12. Article paru dans *Le Bourguignon* du 23 février 1943 (Arch. dép. Yonne PER 1013/47).
13. *Le Bourguignon* est suspendu le 25 août 1944, comme tous les journaux ayant paru légalement pendant l'Occupation. Le 24 août, le personnel du *Bourguignon* (rédacteur en chef compris) publie avec l'accord du préfet un journal appelé *L'Yonne Républicaine*. Ce qui déclencha une vive polémique dans les milieux de la presse icaunaise, notamment communiste (Arch. dép. Yonne 6 W 281).

Les « villages-martyrs » de l'Yonne

- CLAUDE DELASSELLE -

Cet article s'inspire du livre *Les villages-martyrs de Bourgogne 1944*, rédigé par Marcel Vigreux, alors professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Dijon, fondateur et président de l'ARORM, et Angélique Marie, alors étudiante thésarde, et publié en 1994 par l'ARORM. Dans cet ouvrage, les auteurs, après avoir défini ce qu'ils entendaient par l'expression de « villages-martyrs », font le recensement des localités des quatre départements de la région Bourgogne (de l'époque) répondant aux critères retenus, puis analysent les événements survenus dans ces villages et ces bourgs, en cherchant à décrire non seulement leur déroulement mais à mettre en évidence les causes de ces événements tragiques.

Notre but ici est de reprendre cette question pour le département de l'Yonne uniquement. Notre intention est d'approfondir la recherche esquissée dans l'ouvrage cité par la description précise des événements qui ont endeuillés les localités retenues par Marcel Vigreux et Angélique Marie comme « villages-martyrs » dans l'Yonne. Nous essaierons également de faire une analyse détaillée des causes de ces événements, et nous compléterons cette analyse par l'évocation d'autres cas qui ne correspondent pas tout à fait aux critères précis retenus, mais ne sont pas moins intéressants pour décrire les modalités de la répression exercée par l'occupant sur les résistants et les populations locales.

Qu'appelle-t-on « village-martyr » ?

Dans l'introduction de l'ouvrage cité précédemment, ses auteurs commencent par définir les critères de leur sélection. La notion de « village-martyr » s'applique « à un groupe rural, allant du petit hameau jusqu'au gros bourg », en excluant une « ferme isolée détruite, mais peut concerner une commune composée de nombreuses fermes à côté d'un bourg ». Elle ne concerne pas non plus une ville importante (comme Cuisery en Saône-et-Loire, ou Lormes dans la Nièvre). La notion de « village-martyr » se fonde « sur des faits majeurs touchant les aspects matériels et humains : le pillage, les destructions, incendies de maisons et d'immeubles ; les très mauvais traitements infligés aux habitants, leur arrestation, internement, déportation ou fusillade ». « Les critères incontournables sont l'importance des dégâts matériels, le caractère massif des emprisonnements, le grand nombre de déportés ou de fusillés ». Les auteurs précisent que « sauf si la répression sur les habitants a été terrible et horrible, ces deux critères sont indispensables ». Enfin, même si « des résistants ont pu être mêlés à ces tragédies, la notion de village-martyr concerne principalement les populations civiles ».

Le bilan statistique

Les auteurs ont ensuite répertorié les « villages-martyrs » correspondant à ces critères dans les quatre départements composant alors la Bourgogne. Il apparaît ainsi immédiatement que deux départements ont été particulièrement touchés par ce type d'événement tragique, la Saône-et-Loire, avec 18 cas, et la Nièvre, avec 12 cas. Au contraire, la Côte-d'Or (5 cas) et l'Yonne (3 cas seulement recensés) ont été beaucoup moins affectés. Logiquement, tous les critères retenus confirment cette disproportion. La Nièvre arrive en tête des quatre départements en ce qui concerne la destruction d'immeubles (maisons d'habitation et bâtiments d'exploitation) avec 330 immeubles incendiés (dont 130 à Montsauche uniquement !), loin devant la Côte-d'Or (130) et la Saône-et-Loire (80), l'Yonne n'apparaissant pas dans cette statistique¹. En ce qui concerne les arrestations, c'est la Saône-et-Loire qui arrive largement en tête, avec 180 arrestations sur un total de 400 environ pour l'ensemble de la Bourgogne, devant la Nièvre, 82, la Côte-d'Or, 78 et enfin l'Yonne, 50. Enfin, en ce qui concerne le nombre de fusillés ou massacrés civils, la Nièvre et la Saône-et-Loire présentent de loin le plus lourd bilan, avec respectivement 77 et 70 morts, loin devant la Côte-d'Or, 14 et l'Yonne, 8. Nous essaierons plus loin d'expliquer cette disproportion quantitative dans les effets de la répression allemande sur les populations civiles de ces quatre départements².

Les trois cas de « villages-martyrs » de l'Yonne

Pour l'Yonne, trois « villages-martyrs » seulement sont répertoriés dans l'ouvrage cité : deux dans le Tonnerrois, Vireaux, en juin 1944 et Châtel-Gérard, en août 1944, et un dans le nord de la Puisaye, Charny, en juillet 1944. Nous sommes évidemment d'accord avec ce choix, même s'il faut bien remarquer que, dans ces trois cas, on ne retrouve pas tous les critères considérés par les auteurs comme indispensables à la définition du « village-martyr ». À Vireaux comme à Châtel-Gérard, il y a bien eu exécution de

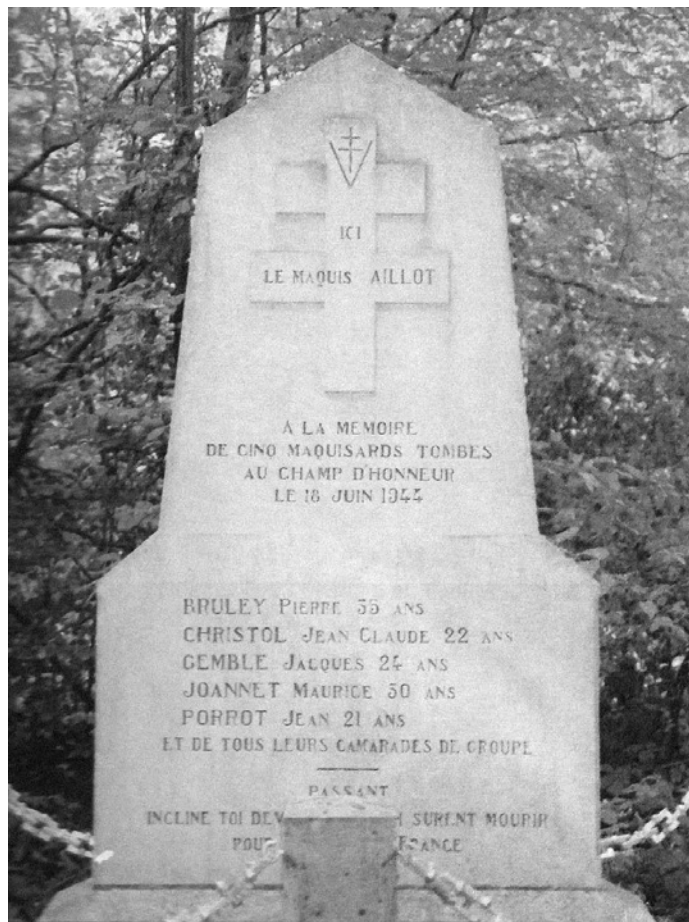
plusieurs otages civils, en même temps que de résistants, et des pillages, mais pas de destructions d'habitations. À Charny, de nombreux otages ont été arrêtés et une partie d'entre eux déportés mais, là non plus, on ne déplore pas de destructions d'habitations, ni même d'ailleurs de morts car aucun des 19 otages finalement déportés n'est mort en déportation. Après avoir décrit et analysé ces trois cas, nous verrons que bien d'autres villages de l'Yonne ont frôlé ce genre de drames et failli devenir eux aussi des « villages-martyrs » mais que le hasard, ou toute autre cause³, en ont décidé autrement.

Vireaux

Le premier cas, dans l'ordre chronologique, de « village-martyr » de l'Yonne est celui du village de Vireaux, situé dans le Tonnerrois, à une dizaine de km au sud-est de Tonnerre. Il faut d'ailleurs préciser que les personnes civiles exécutées ce funeste 18 juin 1944 n'étaient pas toutes habitantes de Vireaux et que la population de communes voisines, Lézennes et Ancy-le-Libre, a été touchée aussi par ces exécutions. Dans cette région fortement boisée du Tonnerrois, un maquis dépendant de Libération-Nord, le maquis Aillot⁴ s'était formé en mars 1944. Installé dans les bois de l'Hospice de Tonnerre, à cheval sur les localités de Vireaux et de Lézennes, ce maquis comptait environ 45 hommes après le Débarquement. Il était commandé par Émile Mennecart, un des adjoints de « Verneuil »⁵, secondé par Georges Navotte, un jeune résistant résidant à Vireaux.

Au petit matin du 18 juin 1944, une troupe nombreuse de soldats allemands et de « Russes blancs »⁶, renforcée de chars et de camions et qui avait passé la nuit près du château de Tanlay, se dirigea sur la région de Vireaux. Tandis qu'une partie des troupes tentait d'encercler le maquis Aillot, un autre groupe passait par Ancy-le-Libre, où il arrêtait deux personnes, une jeune femme, Jeannine Vadot et un homme, Maurice Duval, puis à Lézennes, où il s'emparait de deux habitants, Roger Maitrot et Auguste Ramel, avant de faire route sur Vireaux avec ces otages. Au maquis Aillot, un des maquisards posté comme sentinelle, Maurice Joannet, donna l'alerte vers 5 h du matin. Rejoint et secondé par trois autres maquisards, Jean-Claude Christol, Jean Porrot et Jean Luquet, il tint un moment en respect les assaillants avec son fusil-mitrailleur, permettant ainsi à ses camarades de se disperser et d'échapper à l'encercllement et à l'anéantissement. Trois de ces maquisards, Joannet, Christol et Porrot, blessés, furent capturés par l'ennemi et on retrouva leurs corps défigurés par les coups.

Pendant ce temps, des Allemands occupèrent le village de Vireaux et rassemblèrent la population masculine du village sur la place. Deux Français, qui étaient venus deux jours plus tôt à Vireaux en moto et avaient, en se faisant passer pour des résistants, réussi à obtenir des renseignements sur la présence des maquisards dans la forêt proche, étaient présents aussi le 18 juin, en uniforme allemand cette fois-ci. Ils s'en prirent violemment à plusieurs des personnes qui les avaient imprudemment renseignés. L'épouse de Georges Navotte fut brutalisée, pendue par les bras et frap-



Stèle du maquis Aillot dans les bois de Lézennes. Arory, d.r.

Le maire de Vireaux, Henri Machefer, fut violemment pris à partie, les Allemands lui reprochant de ne pas avoir prévenu les autorités d'occupation de la présence de maquisards dans la région et l'accusant de complicité avec les résistants.



Henri Machefer, maire de Vireaux.

pée. Deux jeunes filles de Vireaux, Thérèse Antiquario et Yvonne Magoni, furent faites prisonnières. Le maire de Vireaux, Henri Machefer, fut violemment pris à partie, les Allemands lui reprochant de ne pas avoir prévenu les autorités d'occupation de la présence de maquisards dans la région et l'accusant de complicité avec les résistants. A 10 h 30, les Allemands quittèrent le village en emmenant avec eux les trois jeunes femmes et les trois hommes déjà arrêtés, ainsi que le maire, Henri Machefer et Roger Choquenot, un maquisard habitant Vireaux qui était ce jour-là en permission. Ils se dirigèrent vers le hameau des Granges-Sambourg, situé à quelques km de là sur la commune voisine de Sambourg. En fin de matinée, les

M É M O I R E

(...) Trois hommes étaient arrivés en moto à Vireaux le 16 juin et s'étaient fait passer pour des maquisards à la recherche d'un maquis qu'ils assuraient vouloir rejoindre.



Plaque des Granges-Sambourg. Arory, d.r.

cinq otages (Maurice Duval, Roger Maitrot, Auguste Ramel, Henri Machefer et Roger Choquet) furent poussés contre le mur d'une ferme, battus puis fusillés sous les yeux des trois jeunes filles. Celles-ci furent également molestées et menacées d'exécution mais, après l'intervention d'un officier allemand, elles furent emmenées en camion à Auxerre et incarcérées à la prison. Yvonne Magoni fut libérée trois jours plus tard, les deux autres restèrent en prison jusqu'à la Libération.

Pendant ces événements tragiques, un groupe d'Allemands s'était dirigé sur la ferme du Deffroy, à quelques km de là. Ils abattirent dans le dos un maquisard, Pierre Brûlé, qui s'y remettait d'une blessure à la jambe et qui avait tenté de s'enfuir puis capturèrent son cousin, Jacques Gemble, dont on retrouva le cadavre à demi-brûlé quelques jours plus tard dans la forêt, à l'emplacement du camp du maquis.

Dans cette affaire, il est évident que les Allemands étaient fort bien renseignés et qu'ils n'intervenaient pas dans ce village par hasard. La venue d'espions français se faisant passer pour des maquisards, deux jours plus tôt, est révélatrice. Trois hommes étaient arrivés en moto à Vireaux le 16 juin

et s'étaient fait passer pour des maquisards à la recherche d'un maquis qu'ils assuraient vouloir rejoindre. Des habitants du village, trompés par leur apparence et leurs dires, les avaient très imprudemment renseignés sur l'emplacement du maquis et même sur les personnes du village et des villages voisins qui faisaient partie du maquis ou lui apportaient une aide matérielle.

L'arrestation de Roger Maitrot et d'Auguste Ramel s'explique très certainement ainsi, car nous savons que ces deux personnes, qui n'étaient pas de Vireaux, participaient au ravitaillement des maquisards, notamment en vivres et en essence. L'arrestation de Roger Choquet, maquisard en permission, n'était pas non plus un hasard, pas plus que l'intervention des Allemands à la ferme du Deffroy, où un des faux maquisards s'était rendu, sur les indications d'habitants, le 16 juin. Les deux autres avaient même été reçus par Georges Navotte ce jour-là. Méfiant, celui-ci avait refusé de les incorporer au maquis et avait prévenu son chef, Émile Mennecart. Il s'agit donc d'une opération de répression très préparée, à la fois dans le but d'anéantir un maquis actif de la région mais aussi, en fusillant cinq otages civils, de frapper de terreur les habitants de la région pour les dissuader d'apporter leur aide aux maquis.

Châtel-Gérard

On retrouve cette volonté de punir et de frapper de terreur les habitants des campagnes, accusés (à raison) de fournir une aide matérielle indispensable aux maquis, avec le second cas de « village-martyr », celui de Châtel-Gérard, le 9 août 1944. Ce matin-là, très tôt, une troupe de plusieurs centaines de soldats allemands et de « Russes blancs » avait encerclé la région de la forêt de Saint-Jean et de Châtel-Gérard. À 4 h du matin, ils attaquaient le maquis FTP installé près du hameau des Souillats⁷. Un des maquisards, Georges Hardy, fut tué à peu de distance du prieuré de Vausse mais ses camarades réussirent, en se cachant dans la forêt, à franchir les lignes des assaillants en ordre dispersé⁸.

Pendant ce temps, d'autres soldats cernaient plusieurs fermes isolées de la région et les perquisitionnaient brutalement. Dans la ferme du prieuré de Vausse, où les maquisards du maquis des Souillats avaient l'habitude de venir chercher de l'eau et du ravitaillement, la perquisition ne donna rien heureusement et les Allemands se retirèrent sans drame. À la ferme des Ranneaux par contre, les habitants furent brutalement poussés dans la cour et les quatre hommes présents, le fermier, Auguste Parain, son fils Camille, son neveu Louis Ledent et son ouvrier agricole Henri Santerre furent isolés et sauvagement frappés. Après avoir fouillé les bâtiments, la soldatesque égorgea les animaux, se livra au pillage et se mit à faire ripaille devant les femmes (Mme Parain, la fiancée de Camille, la femme de son neveu) et quatre enfants, terrifiés. En début d'après-midi, les quatre hommes furent emmenés en camion vers le bourg de Châtel-Gérard. Au hameau des Souillats, une vingtaine de personnes furent arrêtées mais furent heureusement relâchées vers 12 h 30. Enfin, la ferme des Cornes, celle d'Alfrédine Trameau⁹, fut également investie et fouillée. Les

soldats découvrirent sous un lit de paille trois motos et un stock de tabac et arrêtaient un des fils d'Alfrédine Trameau, André, qui fut lui aussi conduit à Châtel-Gérard.

Dans le bourg, tous les hommes furent rassemblés sur la place et les maisons systématiquement fouillées. Par malchance, deux maquisards de la compagnie FTP Colbert, Henri Tannevert et Pierre Lespaillandel, qui étaient en mission dans la région et ignoraient tout de ces événements, arrivèrent dans la matinée en moto à l'entrée du bourg. S'apercevant trop tard que le bourg était occupé par les Allemands, Henri Tannevert jeta son revolver dans une cour et Pierre Lespaillandel tenta de faire demi-tour mais ils furent capturés et amenés sur la place.

Sur celle-ci, où tous les hommes arrêtés étaient rassemblés, un officier allemand, après un interrogatoire sommaire, fit mettre de côté les hommes qualifiés de « terroristes ». Six d'entre eux (Auguste et Camille Parain, Henri Santerre, Henri Tannevert, Pierre Lespaillandel et un homme inconnu) furent poussés dans un camion, douze autres (dont le garde forestier Georges Jeanjon, André Trameau et Louis Ledent) dans un second camion. Les deux véhicules démarrèrent en direction de Sarry. Trois kilomètres plus loin, sur le territoire de la commune de Sarry, les deux camions s'arrêtèrent au bord de la route. Les soldats firent descendre les six hommes du premier camion et les mitraillèrent à bout portant. Le second camion, dont les occupants avaient assisté, horrifiés, à la scène et étaient persuadés que leur tour allait venir, redémarrera et emmena les prisonniers à la prison d'Auxerre. Ils y seront interrogés mais sauvés par la Libération.

Le même jour, et sans que nous puissions expliquer pourquoi¹⁰, Marcel Boname, arrêté en juin 1944, Henri Petit et Robert Fanicher, incarcérés le 3 août 1944 à la prison d'Auxerre, le premier lié au groupe « Chevreuil », les deux autres membres du réseau Jean-Marie Buckmaster, furent emmenés au petit matin dans les camions des troupes d'occupation partant pour l'opération dans la région de Châtel-Gérard. Vers 16 h, ces trois hommes furent fusillés le

long de la route conduisant à Marmeaux, à 200 m du bourg de Châtel-Gérard. Comme pour le drame de Vireaux, il est évident que l'opération du 9 août 1944 dans la région de Châtel-Gérard avait été soigneusement préparée. Même si là, à la différence de Vireaux ou d'autres endroits où cela a été attesté (11), on n'a pas de témoignage prouvant une enquête préalable menée par de faux résistants, il est très probable que l'intervention très ciblée des troupes allemandes ait eu pour origine des faits de délation, ou peut-être aussi des propos imprudents. Beaucoup de gens de la région savaient que des maquis avaient trouvé refuge dans ces forêts et que bien des fermiers ravitaillaient et accueillait les maquisards. Là aussi, comme à Vireaux, l'opération combine attaque d'un maquis et répression contre les maquisards, et massacre de civils, dans le but évident de frapper de terreur les habitants et de les dissuader de porter aide aux maquisards.

Charny

Le troisième cas de « village-martyr » dans l'Yonne est sensiblement différent. Le 11 juillet 1944, des hommes du maquis de l'Étang-Neuf, appartenant au réseau Jean-Marie Buckmaster et installé dans les bois de Bontin, près de Grandchamp, avaient enlevé, en plein après-midi, trois personnes dans le bourg de Charny. Les deux premières, Henri et Geneviève Asselineau, charpentier et infirmière à Charny, passaient pour entretenir de bonnes relations avec les Allemands. La troisième, Mme Leroy, enlevée place de l'Hôtel de Ville, n'était pas une habitante de Charny mais de Montargis. Elle exerçait le métier de marchande foraine et aurait été, d'après la rumeur publique, marraine de la LVF¹². Ces trois personnes furent emmenées en voiture jusqu'au camp du maquis et le couple Asselineau y fut exécuté. Faute sans doute de preuves de son engagement collaborationniste, Mme Leroy fut imprudemment relâchée et aurait aussitôt été se plaindre aux autorités d'occupation de Montargis.

Le 14 juillet, très tôt, les habitants de Charny furent réveil-

Stèle de Sarry.



Stèle de Châtel-Gérard (route de Marmeaux). Arory, d.r.



(...) Trois kilomètres plus loin, sur le territoire de la commune de Sarry, les deux camions s'arrêtèrent au bord de la route. Les soldats firent descendre les six hommes du premier camion et les mitraillèrent à bout portant...

MÉMOIRE

lés par l'arrivée d'une troupe d'environ 450 soldats allemands venant de Montargis et d'Orléans, qui bouclèrent le bourg et firent sortir tous les habitants de plus de 15 ans de leurs maisons. « *Un civil guidait les officiers allemands en leur désignant des maisons* » témoigne Pierre Jeuneau, un jeune apprenti-coiffeur de Charny. Après avoir perquisitionné toutes les maisons de Charny (où de nombreux vols d'argent, de bijoux et surtout de nourriture furent commis), les Allemands décidèrent de rassembler tous les hommes dans la cour de l'école des filles afin de procéder à une vérification d'identité. Vers 14 heures, après s'être restaurés d'une omelette géante des 900 œufs demandés au maire, les soldats quittèrent Charny en emmenant 37 otages, tous des hommes à l'exception de Juliette Dutillet, l'épouse d'un résistant du maquis de l'Étang-Neuf, Fernand Dutillet. Les otages furent conduits à la prison d'Orléans où ils furent durement interrogés. Huit d'entre eux, trop affaiblis par les tortures, furent libérés et quelques-uns réussirent à s'évader. Les 19 autres, dont Mme Dutillet, furent déportés en Allemagne, certains dans des camps de travail ou des prisons, d'autres dans des camps de concentration ou leurs kommandos annexes. Tous reviendront de captivité, pour la plupart très affaiblis.



Plaque de Charny en hommage aux otages du 14 juillet 1944. Arory, d.r.

Là encore, il est évident qu'il ne s'agit pas de représailles « à chaud », mais d'une opération soigneusement préparée, comme le montre le délai entre l'enlèvement des trois personnes à Charny et l'intervention allemande et l'importance numérique des troupes mobilisées, ainsi que le fait qu'une personne au moins guidait les assaillants dans leur recherche de résistants ou de personnes suspectées de venir en aide à la Résistance locale. Le nombre élevé de personnes arrêtées comme otages peut sans doute s'expliquer à la fois par la volonté de terroriser la population civile et de la convaincre de ne plus aider la Résistance mais aussi

par la volonté de donner un avertissement au maquis de l'Étang-Neuf, très actif dans la région. Mais cela peut être aussi interprété comme une réaction de colère des officiers allemands devant l'échec de leur opération, puisqu'aucun résistant n'a été finalement capturé lors de cette opération¹³. C'est en tous cas l'opération de prise d'otages dans la population civile la plus importante qu'ait connue l'Yonne, mais ce n'est pas la seule.

Les autres exemples de rafles de civils, Briennon et Chailley

En effet, il s'est produit plusieurs autres rafles de ce type, dont les deux plus importantes se sont déroulées à Briennon le 13 mai et à Chailley le 23 juin 1944. Deux groupes de maquisards FTP, les groupes Victoire et Liberté, avaient été créés par Robert Loffroy, recruteur FTP, en février et mars 1944 dans les bois proches de Paroy-en-Othe. Ces deux groupes étaient aidés et ravitaillés par l'épicier-aubergiste Firmin Souyri à Paroy-en-othé et le garagiste Émile Blondeau à Briennon, qui réparait leurs vélos et leurs véhicules. Ces deux petits maquis avaient exécuté, en avril et début mai, trois collaborateurs notoires de la région, à Briennon et à Eson. Ces exécutions sont très vraisemblablement à l'origine de l'opération déclenchée le 13 mai 1944 à Briennon et Paroy-en-Othe.

Tôt le matin, ces deux localités furent investies par des troupes allemandes qui perquisitionnèrent une trentaine de maisons et en arrêtèrent les chefs de famille, dont Émile Blondeau¹⁴ et Firmin Souyri. 22 hommes au total, dont le maire André Gibault et son adjoint, furent arrêtés et emmenés en autocar à Auxerre. Il s'agissait pour la plupart de commerçants et d'artisans, assez âgés. Deux jeunes gens seulement, Guy Lemeux et André Piette, faisaient partie des otages. Tous furent incarcérés à la prison d'Auxerre puis libérés le 22 ou le 24 juin, à l'exception de trois d'entre eux, Firmin Souyri, Émile Blondeau et Guy Lemeux, qui furent déportés ; seul Guy Lemeux revint de déportation¹⁵.

Dans l'après-midi de ce 13 mai, les Allemands, bien renseignés, attaquèrent les maquis de Paroy-en-Othe dont les hommes réussirent à échapper à l'encerclement. Là encore, on retrouve la même situation qu'à Vireaux : la veille, deux hommes en moto se faisant passer pour des maquisards avaient tenté d'obtenir, à Eson, des renseignements sur les maquis de la région. Les Allemands étaient parfaitement au courant, sans doute grâce à des délateurs, des activités résistantes d'Émile Blondeau et Firmin Souyri¹⁶.

Quelques jours plus tard, le 20 mai, les maires de trois communes de la région, Paroy-en-Othe, Bellechaume et Bussy-en-Othe, furent arrêtés à leur tour et incarcérés à la prison d'Auxerre puis relâchés le 30 mai. Cette action répressive s'apparente donc à celle de Charny, avec un nombre bien inférieur de déportés mais cependant deux morts en déportation.

Une autre opération similaire se déroula le 23 juin 1944 à Chailley, en forêt d'Othe. Le 20 juin, de très importantes forces allemandes avaient attaqué, dans l'Aube mais tout près de la limite entre l'Aube et l'Yonne, le gros maquis de Saint-Mards-en-Othe, tuant 27 maquisards. Au matin du 23

juillet, les troupes allemandes envahirent le village de Chailley, situé à une dizaine de km au sud-ouest de Saint-Mards-en-Othe et rassemblèrent sur la place tous les hommes, qui y restèrent jusqu'au soir sous un soleil accablant. Vers 13 h 30, une partie des troupes se dirigea vers l'emplacement du maquis Horteur, de Libération-Nord, installé dans les bois à peu de distance du village. Les maquisards eurent trois tués (Lucien Cormeau, l'épicier du village et chef du maquis Horteur, Pierre Jouhet et Albert Renaud, deux jeunes étudiants parisiens) mais les autres réussirent à décrocher. Au village, où une trentaine d'otages étaient rassemblés, un jeune homme (dénommé Schutz sur la plaque apposée à Chailley) fut torturé et massacré. 16 otages, dont quatre femmes, furent emmenés et incarcérés à la prison d'Auxerre. Ces otages furent libérés ensuite, à l'exception d'un seul, Daniel Caron, déporté à Neuengamme¹⁷. Le même jour, trois habitants du hameau de la Rue Chèvre, sur la commune de Bœurs-en-Othe, proche de Chailley, le fermier Marcel Mathieu, son fils Maurice et leur ouvrier agricole Henri Bourgoin furent torturés et fusillés parce que soupçonnés d'avoir hébergé des résistants rescapés du combat de Saint-Mards-en-Othe, et les bâtiments de leur ferme furent incendiés. Là encore, les Allemands avaient été renseignés sur l'existence du maquis et l'aide que lui apportaient un certain nombre d'habitants du village. Il est possible que le maire de Chailley lui-même, dont les sentiments collaborationnistes étaient connus et qui avait proféré des menaces envers des résistants du village, ait été à l'origine de l'intervention allemande.

Les drames évités

Dans bien d'autres occasions, des drames identiques à ceux que nous venons d'évoquer auraient pu se produire. Ainsi le 9 juin 1944, à Saint-Maurice-Thizouaille, dans l'Aillantais, se déroula une opération de police de grande ampleur, à la recherche de résistants locaux et d'un dépôt d'armes récemment parachutées. Les maisons du village furent investies et fouillées, les hommes rassemblés sur la place du village, et la grange d'un des résistants arrêté, Georges Viel,

fut incendiée. Cinq hommes, dont les Allemands avaient la liste, furent arrêtés et déportés et quatre d'entre eux moururent en déportation, à Neuengamme. Si Georges Manoury, le chef du groupe local de résistants et seul survivant de cette rafle, et ses compagnons de résistance n'avaient pas été arrêtés, l'issue de cette journée aurait pu être beaucoup plus terrible pour la population.

Le 28 juin 1944, une trentaine de résistants appartenant au maquis nivernais du « Loup », installé près de Chamoux dans la Nièvre, avaient investi le bourg de Châtel-Censoir et avaient tué deux soldats allemands qui occupaient le poste de guet aérien installé au sommet des falaises du Saussois, à quelques km de là et qui arrivaient au bourg pour chercher du ravitaillement. Le lendemain matin, très tôt, une troupe nombreuse de soldats allemands et de « Russes blancs » avait investi Châtel-Censoir. Après avoir rassemblé tous les hommes de 15 à 50 ans sur la place principale, les soldats fouillèrent toutes les maisons. Finalement, vers 10 heures du matin, la troupe repartit sans avoir exercé les représailles que toute la population redoutait.

Les choses faillirent être bien pires à Courson-les-Carières, quelques jours plus tard. Le 3 juillet 1944, les maquisards du Maquis 3 du Service national maquis avaient tenu tête, au Bois-Blanc, sur la commune d'Andryes, à une forte attaque allemande et avaient réussi à décrocher après avoir infligé de très lourdes pertes aux Allemands¹⁸. Les maquisards avaient rejoint le maquis Chevalier, dépendant de l'ORA, au hameau des Champs-Gras, sur la commune de Mailly-le-Château.

Trois jours plus tard, dans la soirée du 6 juillet, un groupe d'environ 80 maquisards appartenant à la fois au maquis Chevalier et au Maquis 3 arriva à Courson-les-Carières. Il se heurta à des troupes allemandes rassemblées sur la place principale, et lors des échanges de tirs dans l'obscurité, un officier allemand fut tué et deux soldats allemands blessés. Les maquisards réussirent à décrocher sans pertes mais avec beaucoup de difficulté. Dans la nuit, d'importants renforts arrivèrent d'Auxerre et les Allemands arrêtaient et menacèrent de fusiller une dizaine d'habitants. Finalement, après l'intervention du curé du bourg, les Allemands libèrent leurs otages et repartirent le lendemain matin, non sans avoir incendié l'Hôtel de ville, qui fut complètement détruit.

Le 23 juillet 1944, la compagnie FTP Colbert, forte d'environ 120 hommes s'était installée près de Massangis, dans le sud-est du département. À la suite probablement d'une dénonciation, le maquis fut attaqué au matin du 23 juillet, attaque qui causa la mort de quatre maquisards et de nombreux blessés. Les Allemands rassemblèrent tous les habitants de Massangis sur la place de l'église et menacèrent de fusiller des otages et d'incendier le village. Après l'intervention de trois femmes du pays, qui parlaient allemand, et après de longues et difficiles négociations, les Allemands libèrent leurs otages et quittèrent le village dans la soirée sans avoir mis leurs menaces à exécution.

Les choses ne se passèrent pas aussi bien lors de l'attaque du maquis Bourgogne (Maquis 6 du Service national maquis),

• le 23 Juin 1944 devant la Population, •
15 Chaillotins ont été Pris en Otage
dos à ce mur, ils ont assisté à l'agonie
du Lieutenant LUCIEN CORMEAU
épicier à CHAILLEY.
Durant cette terrible Journée
PIERRE JOUET - ALBERT RENAULT
et le Jeune SCHUTZ
ont Perdu la Vie
et RAYMOND CHAMBRELLANT
à été déporté, et n'est Jamais Revenu. •

Plaque de Chailley. Arory, d.r.

M É M O I R E

installé dans les bois proches du hameau de la Grange-aux-Malades, sur la commune des Bordes, au nord de la forêt d'Othe. Le maquis fut attaqué le 3 août au matin et réussit à se défendre puis à se replier en ne perdant qu'un maquisard. Les Allemands, furieux de cet échec, incendièrent la ferme voisine de Gaston Solmon, détruite par des bombes incendiaires, et arrêtèrent quatre habitants du hameau. Après avoir été battus, ces quatre hommes furent conduits et emprisonnés à Sens ; ils furent libérés une dizaine de jours plus tard.

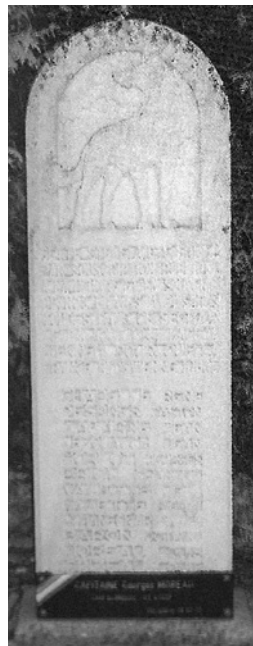
Quelques jours plus tard, le 8 août, à l'entrée du village de Saint-André-en-Terre-Plaine, à une quinzaine de km à l'est d'Avallon, quatre maquisards du maquis Verneuil, dans une voiture légère, furent surpris par l'arrivée d'un car emportant une quarantaine de « Russes blancs ». Les quatre maquisards furent tués et les soldats s'acharnèrent sur leurs cadavres. Puis ils se mirent à piller les maisons voisines et incendièrent l'épicerie-tabac en y jetant deux grenades, blessant sa propriétaire. Ayant découvert un camion qui suivait la voiture mitraillée et qui venait d'être abandonné par d'autres maquisards, ils menacèrent bientôt d'incendier toutes les maisons du village. Heureusement, l'intervention inopinée d'un officier allemand venant d'Avallon leur fit abandonner les représailles.

À Vézelay, dans l'après-midi du 24 août 1944, une colonne allemande fortement armée, et qui avait semé la terreur dans la matinée à Lainsecq (deux morts) et à Étais-la-Sauvin (quatre morts, dont trois résistants) fut durement accrochée à l'entrée de Vézelay par le maquis du « Loup ».

Après un violent combat qui dura plusieurs heures et qui causa la mort de neuf maquisards, les soldats allemands tuèrent deux civils, Octave Baron, alors qu'il sortait de sa cave dans le bourg et Louis Moreau, qui était dans un champ, et incendièrent plusieurs maisons avant de poursuivre leur route.

Deux jours plus tard, Tonnerre (qui ne peut prétendre au titre de « village-martyr » puisqu'il s'agit d'une ville) faillit connaître un sort beaucoup plus tragique. Un groupe de maquisards FTP commandé par « Méléki » (Jean Magendie) était arrivé le 25 août 1944 au soir à Tonnerre, où se trouvait déjà un petit détachement américain avec quelques blindés. Le lendemain matin, malgré les protestations de plusieurs personnalités de la ville, « Méléki » fit fusiller sept Allemands prisonniers. Vers 10 h du matin, un convoi allemand fortement armé se présenta aux portes de la ville.

« Méléki », ne soupçonnant sans doute pas l'importance de ce convoi et comptant sur l'appui de deux blindés américains, décida de leur barrer la route au lieu-dit La Grange-Aubert. Des maquisards armés de deux FM se mirent à tirer sur l'avant-garde ennemie, qui perdit plusieurs hommes. La riposte fut violente et dans le combat, qui dura plusieurs heures, trois maquisards furent tués et trois autres blessés. Les Allemands investirent ensuite la ville, mettant le feu à de nombreuses maisons. Ayant appris l'exécution des sept prisonniers, ils prirent plus de 200 otages parmi la population masculine de la ville, qui furent emmenés dans une petite carrière sur la route de Dijon. Alors qu'on pouvait



Stèle de Vézelay.



Plaque de Tonnerre. Arory, d.r.

Le lendemain matin, malgré les protestations de plusieurs personnalités de la ville, « Méléki » fit fusiller sept Allemands prisonniers.

redouter le pire, les Allemands, après le témoignage d'un soldat allemand blessé qui avait été soigné à l'hôpital, libèrent leurs otages (sauf cinq qui parviendront ensuite à s'échapper) et quittèrent la ville dans la soirée.

Outre les trois maquisards tués lors du combat et un autre, le lieutenant de Tardy de Montravel, fait prisonnier et exécuté quelques jours plus tard, un otage fut repris et fusillé et deux civils furent tués, ainsi que trois résistants exécutés à la sortie de Tonnerre. Si la plupart des incendies furent éteints rapidement, grâce à l'intervention courageuse d'un habitant de Tonnerre, plusieurs maisons furent détruites par l'incendie dans le centre-ville.

Des opérations souvent préméditées

Les derniers cas que nous venons de décrire rapidement (Courson, Massangis, La Grange-aux-Malades, Vézelay, Tonnerre) peuvent s'expliquer par des réactions immédiates des troupes allemandes, attaquées ou ayant échoué à anéantir un maquis et tentées de se venger sur les populations locales. Mais dans les autres cas, il s'agit bien d'opérations de représailles soigneusement préparées et dont le but évident est de terroriser les populations civiles.

C'est aussi ce que démontrent Marcel Vigreux et Angélique Marie, analysant les événements dramatiques qui se sont produits dans de nombreuses localités de la Nièvre et de la Saône-et-Loire. C'est le cas en particulier du village de Dun-les-Places, au cœur du Morvan, où une troupe évaluée à 3 000 hommes investit le village et fit régner la ter-

reur pendant trois jours, du 26 au 28 juin 1944, faisant 27 morts, mitraillés devant l'église, et pillant et incendiant de nombreuses maisons. On sait maintenant que cette opération de terreur avait été soigneusement préparée par l'état-major allemand à Dijon¹⁹. Les auteurs montrent également que, dans de nombreux cas, les opérations de terreur avaient été préparées à l'avance soit par l'envoi d'espions chargés de se renseigner sur les personnes suspectées de faire partie ou d'aider la résistance, soit à partir de dénonciations faites par des « collaborateurs » locaux. De nombreux témoins ont attesté du fait que les arrestations s'étaient faites assez souvent d'après des listes nominatives préparées à l'avance. Nous avons vu que c'est bien ainsi que cela s'est passé dans l'Yonne, notamment à Vireaux et à Charny, mais aussi à Saint-Maurice-Thizouaille et à Briennon, et sans doute à Chailley.

Les exactions commises au moment de la retraite

On a aussi souvent remarqué que les troupes allemandes en retraite, fin août et début septembre 1944, s'étaient comportées de façon beaucoup plus brutale, sauvage même, que pendant l'Occupation elle-même. Ce fut le cas notamment pour deux localités de Côte-d'Or, Grosbois-en-Montagne et Uncey-le-Franc, qui furent frappées le 27 août par la répression meurtrière commise par des convois allemands en retraite. Cela a été aussi le cas dans l'Yonne, par exemple dans les villages d'Étigny et de Véron, au sud de Sens, lorsque le 20 août 1944, des troupes allemandes tuèrent un civil et violèrent plusieurs jeunes filles et jeunes femmes, ce qui ne s'était jamais produit pendant la période de l'Occupation. Et les exemples exposés auparavant montrent que plusieurs localités de l'Yonne ont été les victimes des exactions commises par ces troupes allemandes en retraite, même si par chance, ces exactions furent relativement limitées²⁰. Même si l'Yonne n'était pas un axe de circulation des troupes allemandes en retraite aussi important que la vallée de la Saône, de nombreux convois venant du Sud-Ouest et du centre de la France ont circulé, entre le 20 août et le début septembre 1944 à travers l'Yonne, la plupart du temps sur des routes secondaires, les Allemands évitant en général les grands axes routiers et les villes principales (Tonnerre est une exception).

La mémoire de la répression exercée sur les civils de l'Yonne

Comme pour celle des morts de la Résistance en général, la mémoire de la répression exercée sur les populations civiles de l'Yonne a été et reste importante de nos jours. Elle s'est exprimée par l'édification, souvent très tôt après la guerre, de nombreuses plaques et stèles sur les lieux des drames subis, et par des cérémonies, qui rassemblaient après la guerre des foules importantes. Ces cérémonies sont encore suivies de nos jours par un public nombreux, malgré une diminution sensible due à la disparition progressive des acteurs et témoins de ces drames. C'est le cas en particulier des cérémonies qui se déroulent chaque année, le 18 juin, dans la région de Vireaux et Sambourg²¹.

Conclusion

Il reste à expliquer pourquoi le département de l'Yonne a été moins touché par la répression allemande à l'encontre des populations civiles que la Nièvre, la Saône-et-Loire et, dans une moindre mesure, la Côte-d'Or. Cette explication découle de l'analyse de la répartition géographique des « villages-martyrs » en Bourgogne. En effet, celle-ci fait apparaître assez nettement trois « pays », où se concentrent la plupart des cas : le Morvan et ses marges, les pays de Loire, et la vallée de la Saône et la Bresse.

Le Morvan, de par sa singularité géographique et humaine (région située à l'écart des grands axes de communication,



La cérémonie de Vireaux, Lézennes et Sambourg, juin 2013. Arory, d.r.

et dont le relief et le climat pouvaient entraver le déplacement rapide de l'occupant ; région couverte en grande partie de vastes forêts ; importance de l'habitat dispersé en de très nombreux hameaux et fermes isolées), est une région où les possibilités d'implantation de maquis nombreux et puissants étaient très fortes. Ce n'est bien sûr pas par hasard que des plans élaborés à Londres faisaient du Morvan une région dont la Résistance devait être favorisée en priorité par rapport à d'autres régions, par l'envoi de grosses quantités d'armes et d'équipements parachutés et l'envoi de plusieurs missions alliées, SAS et Jedburgh, destinées à épauler et encadrer la Résistance locale. C'est le projet du « hérisson » du Morvan, qui n'a d'ailleurs été qu'en partie réalisé²². Il est donc normal que ce pôle de résistance contre l'occupant ait été particulièrement touché par la répression menée par les troupes d'occupation et que l'occupant, confronté à une résistance forte et difficilement saisissable, se soit vengé durement sur les populations civiles, accusées d'apporter aide matérielle et renfort de volontaires à ces nombreux maquis.

Les « villages-martyrs » situés dans les pays proches de la Loire correspondent pour l'essentiel à d'importantes batailles (le combat de Crux-la-Ville en particulier, du 12 au 16 août) précédant de peu la Libération, ou à des accrochages avec des unités de soldats alliés (Drury-Parigny), fin août et début septembre. Enfin les villages de la vallée de la Saône se trouvaient sur l'axe de retraite majeur des troupes allemandes du Midi de la France après le débarquement de

M É M O I R E

Provence du 15 août 1944, troupes allemandes qui furent aussi très souvent attaquées par des groupes de résistance locaux lors de cette retraite. Cela explique en bonne partie les nombreuses exactions commises par des troupes allemandes ivres de vengeance sur les populations civiles des villages de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire situées sur, ou à proximité, de cet axe, entre le 20 août et le début septembre 1944.

Certes, l'Yonne comprend une petite partie nord du Morvan, mais cette partie morvandelle de l'Yonne est constituée surtout de paysages « ouverts », peu propices à l'implantation de gros maquis, et la grande forêt morvandelle ne commence qu'au sud de Quarré-les-Tombes, tout près de la limite sud du département de l'Yonne²³. Il est donc logique (et nous ne pouvons bien sûr que nous en réjouir...) que l'Yonne, ne faisant pas partie de ces trois « pays » particulièrement touchés par la répression allemande sur les populations civiles au cours de l'été 1944, présente un nombre de « villages-martyrs » moins important que les autres départements de la Bourgogne.

Pour terminer, nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs d'aller visiter le très intéressant Mémorial de Dun-les-Places, inauguré en 2016, où ils pourront entendre notamment de poignants témoignages sur le drame vécu par ce village et, bien sûr, par la même occasion, d'aller rendre visite au Musée de la Résistance en Morvan, à Saint-Brisson, où ils pourront voir, entre autres, de nombreuses photos des « villages-martyrs » du Morvan. •

Notes :

1. Ce n'est vrai bien sûr que pour les villages répertoriés comme « villages-martyrs » car l'Yonne a connu par ailleurs plusieurs incendies et destructions de fermes, de maisons de village ou même de bâtiments publics causés par l'occupant (nous en citons quelques exemples plus loin).
2. Là encore, il faut bien avoir à l'esprit que cette statistique ne concerne que les villages répertoriés comme « villages-martyrs ». Faut-il en conclure que les proportions observées entre ces quatre départements sont assez voisines pour l'ensemble des civils et des résistants tués pendant la période 1940-1944 ? Nous avons des données chiffrées assez précises pour l'Yonne, mais pas pour les trois autres départements (nous espérons que le travail actuellement en cours dans le cadre du *Maitron des fusillés* permettra, un jour, de connaître ces données).
3. Cela peut s'expliquer dans un certain nombre de cas par l'attitude des officiers allemands commandant les opérations. Ainsi, lors du combat du Bois-Blanc, le 3 juillet 1944, au nord de Coulanges-sur-Yonne, l'officier commandant les troupes ennemies décida de ne pas commettre de représailles contre la population du hameau voisin de Fontenailles, estimant que la résistance efficace du maquis attaqué et les lourdes pertes qu'avaient subies ses propres troupes ne pouvaient pas être l'œuvre de résistants mais de soldats alliés parachutés (ce qui semblait confirmer le fait que les deux maquisards tués lors de ce combat portaient des tenues militaires canadiennes, provenant d'un parachutage récent obtenu par le Maquis 3 du Service national maquis).
4. Ce nom lui avait été donné en hommage à Claude Aillot, jeune résistant de Tonnerre arrêté pour activités communistes le 5 mars 1942 et fusillé comme otage au champ de tir d'Egriselles-Venoy, près d'Auxerre, le 30 avril 1942, en même temps qu'Émile Tabarant, René Louis et Marcel Ferry.
5. « Verneuil » est le pseudo de Jean Chapelle, jeune étudiant parisien qui avait de la famille dans le Tonnerrois et avait été nommé responsable militaire de Libération-Nord dans l'Yonne. Émile Mennecart, originaire du département du Nord, militant communiste et ancien combattant des Brigades internationales en Espagne, était, sous le pseudonyme de « Wandhuit », un de ses principaux lieutenants, apportant aux résistants de Libération-Nord son expérience militaire. Il fut tué par les Allemands lors d'une mission de reconnaissance près de Fontette, entre Vézelay et Pontaubert, dans la soirée du 24 août 1944.
6. On appelle ainsi (de façon en partie erronée) les auxiliaires de l'armée allemande, prisonniers de guerre russes, biélorusses ou ukrainiens, qui avaient accepté de servir dans l'armée allemande pour échapper à la captivité ou à la

mort (armée du général Vlassov). On trouvait aussi des volontaires du Caucase ou de Sibérie qui avaient eux aussi accepté de servir dans l'armée allemande, souvent par hostilité contre le régime communiste. Ces troupes auxiliaires de l'armée allemande, encadrées par des officiers et sous-officiers allemands, étaient employées, en France et dans l'Yonne, pour la plupart des attaques de maquis. Tous les témoignages assurent que ces soldats se comportaient comme des soudards, pillant les habitations et brutalisant les populations civiles. Quelques-unes de ces troupes rejoignirent pourtant la Résistance dans certaines régions, comme le Sud-Ouest, en août 1944.

7. Ce maquis avait été récemment formé à cet endroit à la suite de l'attaque de la compagnie FTP Colbert, le 23 juillet 1944, à proximité de Massangis, attaque qui avait fait quatre morts parmi les maquisards et avait provoqué la séparation du maquis en deux groupes, l'autre s'étant replié près de Jouancy.
8. René Boisanté, le conducteur d'un camion réquisitionné par le maquis, fut capturé en essayant de récupérer son camion. Conduit à Auxerre, il sera fusillé le 20 août près de Saint-Georges-sur-Baulche.
9. Alfrédine Trameau, propriétaire de la ferme des Cornes à Châtel-Gérard, hébergeait des réfractaires et aidait le maquis Aillot. Arrêtée le 25 novembre 1943, elle fut déportée à Ravensbrück et y mourut le 18 juillet 1944.
10. Ces trois hommes n'avaient aucun lien connu avec la Résistance de la région de Tonnerre. Pourquoi les Allemands les ont-ils emmenés à Châtel-Gérard pour les fusiller alors que d'autres résistants emprisonnés à Auxerre ont été fusillés, à la même époque, au champ de tir d'Egriselles-Venoy ou dans les environs d'Auxerre ?
11. Cette façon d'opérer – l'intervention, quelques jours avant l'attaque menée par les forces d'occupation, d'un petit groupe de deux ou trois hommes se faisant passer pour des résistants à la recherche d'un maquis – a été mise en évidence dans d'autres affaires. C'est le cas par exemple de l'attaque de la maison Dumont, à Guerchy, le 13 juin 1944. La veille de l'attaque, deux hommes arrivés en voiture au domicile des Dumont et se présentant comme des résistants, avaient demandé à Marcel Dumont s'il pouvait accueillir le lendemain plusieurs résistants. Marcel Dumont, bien que méfiant, avait eu l'imprudence d'accepter cette proposition. L'action de faux résistants, circulant souvent en moto et cherchant à interroger la population locale sur la présence de maquis, fut repérée en de nombreux autres endroits pendant l'été 1944. Les dirigeants de la résistance armée dans l'Yonne étaient avertis de ce fait et avaient diffusé des mises en garde auprès des chefs de maquis.
12. Légion des volontaires français contre le Bolchévisme, organisme collaborationniste créé en juillet 1941, dont le but était de recruter des volontaires français pour servir dans l'armée allemande contre l'armée soviétique.
13. Un résistant, Roger Lacourieux, aurait été averti à temps et a pu rejoindre le maquis de Merry-Vaux. Fernand Dutillet n'était pas présent ce jour-là, ce qui explique l'arrestation de son épouse.
14. Le fils d'Émile Blondeau, Roland, réussit à se cacher et à échapper à l'arrestation. Il continua à jouer un rôle actif dans la résistance icaunaise.
15. Émile Blondeau et Firmin Souyri, nés respectivement en 1884 et 1879, furent tous deux déportés à Neuengamme. Guy Lemeux, né en 1925, fut déporté à Mauthausen.
16. Il est vrai aussi que la famille Blondeau ne faisait pas mystère de ses sympathies actives pour la Résistance et que cela se savait forcément dans la population.
17. Le registre de la prison d'Auxerre indique que ces otages furent « transférés » mais sans indiquer où. Daniel Caron, cultivateur, accusé d'avoir hébergé des résistants, fut déporté à Neuengamme mais en revint.
18. Des habitants de Courson affirmèrent avoir vu une cinquantaine de cercueils alignés sur la place de la mairie.
19. Dun-les-Places a été qualifié d'« Oradour nivernais ». On sait aussi que la tragédie qui a frappé Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944 et qui a fait 642 victimes civiles n'a nullement été un simple hasard, ni la conséquence d'une attaque de maquisards, mais qu'il s'agissait d'une opération de terreur soigneusement préméditée et préparée par l'état-major allemand.
20. Mais elles ont fait aussi de nombreux morts parmi les résistants eux-mêmes (rappelons par exemple le massacre, le 25 août 1944, à Fouronnes, de dix résistants faits prisonniers par une colonne allemande en retraite).
21. Voir à ce sujet la notice de Frédéric Gand sur les cérémonies de la région de Vireaux, en juin 2013, dans l'exposition virtuelle créée en 2017 par l'ARORY sur le thème de « La mémoire de la Résistance dans l'Yonne », sur le site internet « Musée de la Résistance en ligne ».
22. Voir à ce sujet le CDrom *La Résistance dans l'Yonne*, ARORY-AERI, 2004 et le livre *Un département dans la guerre*, ARORY, 2007, pages 462 à 467.
23. C'est d'ailleurs là, à l'extrême limite du département de l'Yonne, au hameau des Iles Ménéfrier, que s'était installé en juillet 1944 le plus gros maquis icaunais, le maquis « Verneuil ».

Le 13 octobre 2018, l'ARORY célèbrera ses 30 ans !

- THIERRY ROBLIN, PRÉSIDENT DE L'ARORY -

Le 8 novembre 1988, lorsque Jacques Direz, entouré d'autres anciens résistants, annonça la création d'une association de recherches sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne, imaginait-il un seul instant que l'association existerait toujours 30 ans plus tard et compterait près de cent cinquante adhérents ? Toujours est-il qu'aujourd'hui, si l'ARORY est toujours présente, c'est parce qu'elle n'a cessé pendant toutes ces années et ce, malgré certaines difficultés rencontrées, d'explorer les champs de la recherche historique. L'ARORY s'est aussi attachée à renouveler et à diversifier ses activités, ce qui lui a permis de s'adresser à un public plus nombreux. Aussi, au risque de tomber dans l'autosatisfaction, on peut dire que, 30 ans après sa création, l'ARORY a désormais acquis une légitimité, au point qu'elle fait autorité dans la connaissance de l'histoire de l'Yonne pendant la Seconde Guerre mondiale.

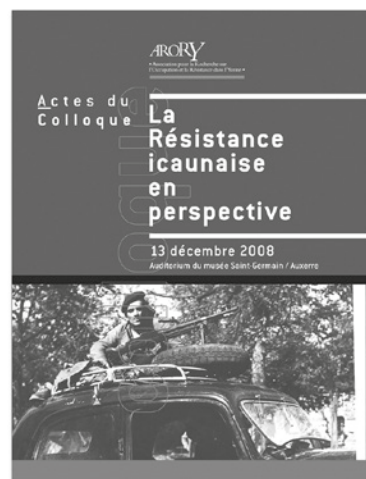
Pour toutes ces raisons, il nous a semblé important de célébrer les 30 ans de l'ARORY en organisant une rencontre, le samedi 13 octobre 2018, à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre. A cette occasion, cinq interventions qui ne seront pas des conférences mais des exposés, illustrées de photographies et de films, vous seront proposées. Elles évoqueront les caractéristiques de l'ARORY, son apport dans la connaissance de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans l'Yonne, ses travaux en cours et, bien sûr, ses projets. Car notre association entend bien occuper encore, pour de longues années, le terrain de la recherche historique !

Voici les titres des interventions prévues* :

1. L'ARORY, une association multiforme
2. L'ARORY dans sa fonction de recherche historique
3. L'ARORY dans sa fonction de diffusion des connaissances historiques
4. Maquis 44 : entre Histoire et Mémoire
5. Perspectives et projets de l'ARORY

Chaque intervention sera suivie d'échanges avec l'assistance, sous la direction bienveillante mais ferme d'un modérateur. Nous vous invitons donc à venir nombreux le samedi 13 octobre prochain à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, de 14 h à 18 h. A la fin de cette rencontre, nous partagerons le verre de l'amitié. •

* Le programme détaillé de cette journée vous sera envoyé courant septembre. En attendant, il vous est possible de consulter le site arory.com pour vous tenir informé de l'actualité de l'association.



ARORY
-
2018
1988

Quelques unes des couvertures des nombreux ouvrages publiés par l'ARORY depuis 1988, preuve de la vitalité de l'association sur le terrain de la recherche historique.

En juin, l'événement à ne pas manquer !

ARORY
• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Dans le cadre des Chemins de
LA RÉSISTANCE

40-44

MAQUIS

44 UNE RANDONNÉE DANS L'HISTOIRE

Proposée par L'ARORY / Sur une idée originale de **THIERRY ROBLIN**

Conseillers artistiques : **LUDOVIC FÉMÉNIAS, SYLVAIN LUQUIN & JACQUES TERRAZ**

• RANDONNÉE DE 3 KM DANS L'AILLANTAIS

15, 16 JUIN 2018

• 6^E SAISON ! •

RÉSERVATION OBLIGATOIRE

/ Le lieu et l'horaire du spectacle ne seront communiqués
qu'après réservation auprès de YONNE RÉSERVATION /

☎ : 03 86 72 92 10

Design graphique : photo Frédéric Kelle www.federickelle.com, D. R. 04/04/18, 2018



**VOUS ÊTES ATTENDUS...
...POUR FAIRE VOTRE ENTRÉE DANS L'HISTOIRE**


VILLE
d'AILLANT-SUR-THOLON
OFFICE ANIMATIONS AILLANTAIS

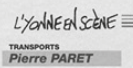
Mairie de CHAMPVALLON

/// COMMUNE DE MONTHOLON ///


L'AILLANTAIS


L'Yonne
in Bourgogne
Agence de Développement Touristique et
Bretelle Touristique des 27 départements de France


LE SOUVERAIN
FRANCAIS


L'YONNE EN SCÈNE
TRANSPORTS
Pierre PARET


LES BOURSES
DE BOURGOGNE


ESCA
L'YONNEVALE


THÉÂTRE de
la SOUPE


franco
bleu
auxerrois